Halte à la casse de nos services

Au travail en mode dégradé !!!!

Sur fond de politique d'austérité et de coupes budgétaires, les différents services de notre Département vont être impactés par un nouveau plan d'adaptation de l'activité. Une fois de plus sans concertation avec les représentants syndicaux, ni consultation du CST ou du F3SCT, ni aucune communication à l'attention des usagers et des partenaires...

L'austérité salariale :

Une fois de plus, la CGT tire la sonnette d'alarme car on peut s'attendre au non-remplacement systématique des postes de départ en retraite et des agents en CDD.

La réduction du nombre de jour d'ouverture des sites sans rendez-vous impactera les usagers.

La collectivité connait une forte baisse de recette de DMTO (Droit de Mutation à Titre Onéreux) mais ce niveau est comparable à celui de l'année 2016. En revanche, le nombre d'agents titulaires diminue de manière continue depuis 10 ans tout comme la diversité et la qualité des services...

Dégradation de la qualité des services :

Pour le Service de Solidarités, Proximité et Services aux usagers, la Direction décidera du niveau d'activité en fonction des risques financiers, juridiques et médiatiques.

Rien sur les risques psycho-sociaux des agents et les conséquences sur les conditions de travail !

Face à l'inéluctable dégradation de la qualité des services publics, les usagers vont en pâtir avec l'allongement des délais de traitement, les priorisations des situations d'urgence et des accompagnements et la baisse de prise en charge de prestations...

Avec un mécontentement et une montée de l'agressivité prévisible, la proposition apportée par certains cadres aux agents de faire une formation sur "La gestion de la violence et de l'agressivité des usagers en secteur social" nous laisse totalement dubitatifs !

CGT du Département du Rhône
Local : 142 avenue de Saxe 69003 LYON
Adresse postale : 29, 31 cours de la liberté 69483 LYON CEDEX 03
04 72 61 25 00 – syndicat.cgt@rhone.fr

Des réorganisations incongrues et coûteuses :

Dans les priorisations envisagées, se posent aussi des interrogations sur le coût des dépenses engendrées par la réorganisation du PSSU et la création de l'AQPU.
La multiplication des postes de cadres intermédiaires a entraîné une augmentation de 450 000 € de masse salariale en plus/an et toujours pas de postes d'agent en première ligne.

Ces réorganisations ont favorisé des recrutements directs et clientélistes au détriment de recrutements internes.

On assiste à la multiplication de réunions de gestionnaires obsédés par les chiffres et qui empilent des modalités de procédures sans déclinaison opérationnelle...

Tous impactés ???

Malgré une demande d'économie dans tous les secteurs, que penser des coûts liés à la communication et au fonctionnement de la vie des élus et de l'Assemblée (voir le tract "Budget primitif") : 1 500 exemplaires d'un livre cartonné pour les 10 ans du Département, kits vigneron, Tee-shirt, flyers...

Les premiers à faire des économies devraient être ceux qui nous somment d'en faire !

Des voitures d'occasions pour les agents mais pas pour tout le monde !
Des choix décidés pour réduire des abonnements de revues pour le personnel.
La collectivité décidera-t-elle de les réduire aussi pour les élus ?

Avec une brutalité sans précédent, la collectivité nous emmène droit dans le mur et entraîne les usagers, le personnel et les partenaires dans une logique d'austérité intenable.

Mobilisons-nous pour défendre les emplois en priorité !!!

24 janvier 2025